

L'Amélioration de la Gestion Municipale des Déchets Solides

La Journée mondiale de l'habitat, célébrée le premier lundi d'octobre, attire l'attention sur le mandat d'ONU-Habitat qui consiste à promouvoir des politiques de développement urbain durable garantissant un logement convenable pour tous.

Le thème de cette année est la gestion municipale des déchets solides. En 2010, on estimait que chaque jour, 0.8 kilogramme de déchets étaient produit par chaque personne dans le monde. Et la quantité totale de déchets générés devrait tripler pour atteindre 5,9 milliards de tonnes par an d'ici 2025, en raison d'une consommation accrue et de stratégies de gestion inefficaces.

Les villes consacrent souvent une grande partie de leur budget à la gestion municipale des déchets solides, ce qui devrait figurer en tête des priorités des villes, de leurs habitants et des gouvernements au niveau national et local. Les villes devraient avoir pour objectif de devenir des « villes propres et intelligentes ».

Les objectifs de développement durable (ODD), l'accord de Paris et le nouvel agenda urbain, abordent la question clé de la gestion des déchets solides. L'objectif de ODD11.6 est de réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, notamment en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion des déchets et autres, puis avec l'indicateur 11.6.1 indiquant la proportion de déchets solides urbains collectés régulièrement et l'évacuation des déchets solides urbains totaux générés par les villes. L'ODD 12 sur « Production et consommation durables » vise entre autres, la gestion écologique rationnelle de tous les déchets par la prévention, la réduction, le recyclage, la réutilisation et la réduction des déchets alimentaires.



Production de déchets annuels attendue jusqu'en 2025

◀ 5.9 milliard de tonne

Ceci est due à l'augmentation de la consommation et à l'inefficacité des stratégies de gestion

Le problème

Les pays en développement ont souvent des systèmes de gestion des déchets inadéquats en raison du manque de financement, d'une faible sensibilisation, de systèmes de gouvernance médiocres et d'applications parfois inappropriées aux solutions technologiques. La mauvaise collecte et l'élimination des déchets solides provoquent des inondations locales et la pollution de l'eau et les déchets accumulés constituent un terrain fertile pour les rongeurs et les insectes qui propagent les maladies. Les déchets marins et l'érosion des décharges côtières contribuent à la pollution marine.

La combustion incontrôlée des déchets augmente la pollution atmosphérique, tandis que les véhicules de transport, les déchets et les décharges contribuent aux émissions de gaz à effet de serre.

Les pays à haut revenu génèrent plus de déchets par habitant que les pays à faible revenu. Dans les zones à urbanisation rapide, les sites appropriés pour les décharges sanitaires deviennent rares en raison du prix croissant des terres et des objections de la communauté.

Une utilisation plus large des produits électroniques et leur obsolescence intégrée entraînent un « trafic de déchets », les déchets électroniques produits dans les pays développés se retrouvant dans des décharges des pays en développement avec des normes environnementales et des coûts de main-d'œuvre moins élevés.

Les décharges mal gérées présentent de nombreux risques pour la santé, en particulier pour les ramasseurs de déchets. Ceux-ci comprennent la pollution de l'air, les blessures et l'effondrement des décharges. Seulement, en 2017, plus de 130 personnes, pour la plupart des femmes, sont décédées dans des décharges en Afrique. Les enfants sont également fréquemment employés dans cette occupation dangereuse et sont privés de possibilités d'éducation.

Le mouvement transfrontalier des déchets solides est un moyen peu coûteux de contourner les lois environnementales locales relatives à l'élimination, mais il convient de les décourager. Bien que des industries de recyclage appropriées puissent ne pas être disponibles localement, tout devrait être mis en œuvre pour créer de telles installations.

Les municipalités consacrent souvent jusqu'à 70 % de leur budget à la gestion des déchets, y compris dans le balayage des rues, etc. Outre les coûts d'investissement élevés liés à l'équipement, un nombre considérable d'employés sont également nécessaires. La qualité du système de gestion des déchets d'une ville est souvent utilisée comme guide pour l'efficacité globale de la gestion municipale. Cependant, l'investissement du gouvernement dans la gestion des déchets solides est faible comparé à d'autres secteurs tels que l'eau et l'assainissement. La principale difficulté est de fournir un système de tarification équitable. En outre, la gestion des déchets solides est une faible priorité pour les institutions de financement du développement. En 2012, seulement 0,32% du financement du développement mondial a été consacré à la gestion des déchets solides tandis que l'eau et l'assainissement ont reçu 31 %. L'Afrique, comparée aux régions d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie, a reçu le moins d'investissements.



Vers des solutions

Les tendances en matière de consommation et de production, de cycles de fabrication, d'attitudes du public, de systèmes de gouvernance municipaux, de capacité des gestionnaires municipaux et de financement innovant des solutions font partie intégrante de la solution à la gestion des déchets solides. En outre, il est essentiel que toutes les parties prenantes, y compris les producteurs de déchets, l'industrie du recyclage des déchets et les travailleurs des déchets, s'engagent de manière transparente et fondée sur des règles. L'intégration du secteur informel du recyclage des déchets dans l'économie organisée, avec des dispositions adéquates en matière de santé et de sécurité pour les travailleurs, peut changer les emplois informels et dangereux actuels des collecteurs de déchets. Développer un marché pour des produits innovants et attractifs fabriqués à partir de déchets pouvant aider à intégrer le secteur informel des déchets dans l'économie.



Les émissions de gaz à effet de serre provenant des déchets solides représentent environ 3% du total mondial (GIEC 2010), mais la contribution potentielle d'une meilleure gestion des déchets et des ressources à l'atténuation du changement climatique est beaucoup plus grande.

Reconnaissant que les besoins et les approches en matière de gestion des déchets municipaux varient d'une ville à l'autre, ONU-Habitat recommande que des solutions reposent sur les atouts des villes respectives soit dans le système formel de gestion des déchets soit dans les secteurs informels ou des microentreprises. Développer un réseau pour partager les expériences et les bonnes pratiques permettra aux villes d'apprendre les unes des autres.

ONU-Habitat promeut ainsi un « cadre intégré de gestion des déchets solides » qui prévoit: de bons services de collecte des déchets ; protection de l'environnement grâce à un traitement approprié, à l'élimination et à la gestion des ressources ; des solutions rentables, abordables et inclusives qui reconnaissent également le rôle des secteurs informels et des microentreprises dans la réalisation de taux de recyclage élevés.

Les villes doivent explorer comment les valeurs foncières peuvent être augmentées pour une meilleure gestion des déchets. Par exemple, les villes pourraient examiner le coût réel de la fourniture de services de collecte des déchets dans les quartiers à revenu élevé et à faible densité, en tenant compte de la quantité d'espace d'enfouissement nécessaire pour accueillir ces déchets et facturer les résidents en fonction du volume de déchets. Dans certaines villes, la remise en état des terres par le traitement des sites d'enfouissement et l'utilisation de carrières désaffectées en tant que décharges ont été essayées et peuvent être étudiées en vue d'une réplification potentielle.

Les activités d'éducation et de sensibilisation ont un rôle clé à jouer et les gouvernements locaux peuvent s'engager avec la société civile et les groupes de plaidoyer pour sensibiliser le public dans les écoles en tant qu'un possible objectif. L'expérience d'ONU-Habitat sur le terrain a montré que l'apprentissage par les enfants, de meilleures pratiques d'hygiène pouvait être répété. Les incitations à modifier le comportement du public, telles que le remboursement des bouteilles en plastique usagées, peuvent être efficaces. Les fabricants doivent améliorer les emballages pour réduire les déchets ou rendre les emballages plus facilement recyclables.

Il ne fait aucun doute que le partage de connaissances et d'expériences entre les pays et les villes est une valeur ajoutée. Quelques exemples sont décrits ci-dessous :

Le Partage des connaissances et des collaborations : la Plate-forme africaine des villes propres et le projet des sentiers Urbains

La Plateforme Africaine des Villes Propres (PAVP) est une plateforme, pour partager les connaissances et promouvoir les objectifs de développement durable (ODD) sur la gestion des déchets en Afrique dans le but de permettre aux pays africains de réaliser des villes propres et saines. Elle a été créée en avril 2017 avec les initiatives du Ministère japonais de l'environnement, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU-Environnement) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). La ville de Yokohama et actuellement 60 villes dans 31 pays d'Afrique y participent.

Lors de la première réunion annuelle du PAVP tenue au Maroc en juin 2018, 32 pays et 48 villes ont présenté leurs problèmes de gestion municipale des déchets et discuté des stratégies de résolution et des projets potentiels. La Banque africaine de développement et la Banque japonaise pour la coopération internationale y ont participé.

ONU-Habitat, appuyé par l'Initiative internationale pour le climat du Gouvernement allemand, met en œuvre les « sentiers urbains : services de base à faible intensité de carbone dans le contexte du nouvel agenda urbain ». Ce projet aidera les pays à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable et de l'accord de Paris. Le renforcement des capacités des responsables municipaux et l'échange de bonnes pratiques entre villes et cités devraient déboucher sur l'élaboration de projets susceptibles d'être financés, notamment sur la gestion des déchets solides et la récupération des ressources.

Appel à l'action – Devenez une 'ville propre et intelligente'.

L'urbanisation et la croissance économique créent une « bombe à retardement » potentielle de la mauvaise gestion des déchets solides. À défaut de coûts énormes, l'impact significatif sur la santé humaine et l'environnement sera ressenti à tous les niveaux de développement;

- Toutes les villes, indépendamment de leur taille et de leur capacité financière, peuvent améliorer l'état actuel de la gestion des déchets solides pour devenir des « villes propres et intelligentes ». Réduire les coûts opérationnels tout en minimisant les impacts négatifs sur la santé et l'environnement ;
- Les villes et le gouvernement national devraient habiliter et travailler avec la société civile et les ONG ;
- Les villes devraient tirer des leçons d'autres villes et examiner attentivement les solutions technologiques mises en œuvre ailleurs ;
- Les villes devraient élaborer des plans stratégiques à long terme pour l'urbanisation, en tenant pleinement compte de la production de déchets solides, du traitement (y compris du recyclage) et de la détermination de l'espace adéquat pour les futurs sites d'enfouissement sanitaire.

Les villes et les gouvernements nationaux devraient concevoir des incitations financières et autres, qui favoriseront la transition vers une économie circulaire, fondée sur une meilleure allocation des ressources et sur le recyclage, comme l'indique l'ODD 12.5.

- À l'avenir, ONU-Habitat poursuivra son dialogue sur la gestion des déchets solides après la Journée mondiale de l'habitat avec les villes, les industries et le secteur privé. ONU-Habitat explorera comment travailler avec d'autres agences des Nations Unies pour créer une plate-forme commune sur la gestion des déchets urbains afin de mieux informer les gouvernements par le biais d'un dialogue politique et d'une assistance technique ciblée à travers des projets spécifiques. Les villes qui améliorent leur gestion des déchets solides et réduisent leurs dépenses en matière de gestion des déchets devraient être publiquement reconnues comme « villes propres et intelligentes ». ONU-Habitat a hâte d'entendre parler de pratiques innovantes pour parvenir à des « villes propres et intelligents »